

Guerre psychologique entre la rébellion et l'Etat burundais

PANA, 27/10/2008 Bujumbura, Burundi - Le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion) a refusé du bout des lèvres, la paternité des marches-manifestations qui ont troublé quelque peu, lundi matin, la quiétude des habitants de Bujumbura, la capitale du Burundi et de plusieurs autres grandes villes du pays, sur fond de revendications à caractère politique. Des tracts et graffitis hostiles à l'Etat burundais et aux ingérences extérieures dans les affaires nationales sont également apparus dans les rues et sur les murs des grandes villes du pays.

Le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL, Pasteur Habimana, est venu parler à la presse d'un "mouvement spontané" de la population en faveur de la paix, mais sans le revendiquer ouvertement. Du côté du gouvernement, le chef de Cabinet au ministère de l'Intérieur et du Développement communal, Aimé Nkurunziza, s'est chargé de répondre à chaud par une mise en garde sévère contre des "troubles à l'ordre public qui ne resteront pas impunis". Les deux parties sont pourtant liées par un accord de cessez-le-feu global depuis le 7 septembre 2006, mais dont la mise en application effective se fait toujours attendre. Une grande partie des 21.000 combattants que revendique le mouvement rebelle sur le terrain n'a toujours pas été démobilisée et réintégrée dans une nouvelle vie socio-économique, le PALIPEHUTU-FNL n'a pas encore d'existence légale, tandis que ses dirigeants s'impatientent de savoir les places qui leur reviendront dans les différentes institutions du pouvoir plusieurs années après avoir souscrit à l'accord global de cessez-le-feu. Le gouvernement burundais a déjà signifié fermement que tous ces points restaient "recevables et négociables", sauf celui ayant trait à l'agrément "anti-constitutionnel" du PALIPEHUTU-FNL en tant que parti politique, sans avoir préalablement renoncé à son appellation ethniquement connotée. Après la guerre des ondes, d'aucuns se demandent, dans les milieux sécuritaires à Bujumbura, si les parties belligères ne sont pas à un doigt de relancer les hostilités sur le terrain militaire. L'initiative régionale de paix pour le Burundi et la médiation sud-africaine s'activent à empêcher le pire tant redouté par les plus pessimistes des analystes des questions politico-sécuritaires nationales. Le médiateur principal, Charles Nqakula, ainsi que les ministres des Affaires étrangères ougandais, tanzanien et sud-africain étaient attendus, lundi à Bujumbura. L'Ouganda et la Tanzanie assurent, respectivement, la présidence et la vice-présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi. Un sommet des chefs d'Etat membres de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi ne serait pas non plus à exclure dans les prochains jours, murmure-t-on de sources diplomatiques à Bujumbura. Le prochain sommet s'était montré ferme en donnant jusqu'au 31 décembre prochain aux parties belligères pour conclure un accord définitif et global de cessez-le-feu avant la fin de l'année 2008, sous peine de sanctions de la communauté internationale. L'initiative régionale a déjà consacré une vingtaine de sommets sur le Burundi et arraché une série d'accords de cessez-le-feu entre différents pouvoirs également établis à Bujumbura et six des sept principales rébellions ayant pris une part active dans la décennie écoulée de guerre civile.